



CHS-CT du 9 novembre 2015 Déclaration liminaire

Le 8 Octobre dernier, à l'appel de CGT Solidaires et FSU, les agents des Finances étaient en grève, parfois reconductible, pour dénoncer les mesures salariales et l'aggravation des suppressions d'emplois, qui touche tous les salariés, quel que soit leur statut.

Sur le département de la Haute-Garonne concernant les agents des finances publiques, et sur l'ensemble de Midi-Pyrénées, pour les douaniers, ce sont plus de 25 % des agents qui ont dit non à la poursuite des suppressions d'emplois. Non aussi à la détérioration des conditions de travail, consécutive à ces politiques d'austérité.

Pas encore de chemises tombées ou déchirées, mais des masques qui tombent, eux, avec des projets de nos directions locales, aux antipodes d'une amélioration du service public fiscal, de proximité, et d'une réelle prise en compte d'une nouvelle organisation du travail, respectueuse de chacun.

La violence se cache souvent loin des effets d'annonces des médias. Elle peut venir d'une attitude d'un gouvernement, plus soumis aux desideratas du patronat et du monde financier, qu'à répondre véritablement aux revendications des salariés, sur l'emploi, les salaires, les pensions et les minimas sociaux.

Le projet de protocole portant sur les Parcours professionnels Carrières et Rémunérations (PPCR) des agents de la Fonction publique n'a fait l'objet d'aucun accord majoritaire.

Mais le premier ministre a décidé de s'asseoir sur la démocratie sociale en annonçant que ce protocole s'appliquerait de manière unilatérale. Que penser de cette attitude autoritaire ?

Une bonne nouvelle, tout de même pour la démocratie et le service public : le maintien de la trésorerie de L'Isle-en-Dodon et du service enregistrement à Saint-Gaudens. La mobilisation des citoyens, des élus et des personnels avec l'appui continu de la CGT depuis huit ans a compté dans cette décision ministérielle ! **La CGT mettra tout en œuvre pour mettre un terme aux conditions de travail dégradées pour les collègues de cette trésorerie, en exigeant l'affectation des emplois nécessaires à l'exercice des missions dans des conditions conformes aux prescriptions du Code du travail.**

Cette victoire doit en appeler d'autres. Dans toutes les instances et les services, les syndicats CGT des Finances, continueront à défendre les emplois, les missions et les conditions de vie au travail.

Dans cette période de restructurations et de réorganisations tous azimuts, nous serons particulièrement attentifs et vigilants aux tentatives d'instrumentalisation du CHS-CT : **les directions ne peuvent se contenter d'un simple examen en séance, pour validation de mise en œuvre.** Nous exigeons de disposer de tous les éléments, largement en amont, pour élaborer et mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires de prévention.

Nous rappelons que les directeurs et les chefs de services sont effectivement soumis, par le Code du Travail, à une obligation de sécurité de résultat, en ce qui concerne la santé physique, mentale et sociale des agents.

Les conditions de travail, d'hygiène et de sécurité constituent en effet des éléments déterminants de la vie professionnelle et de la santé des agents. À ce titre, ils requièrent une attention syndicale toute particulière ainsi qu'une action continue du CHS-CT.

Le contrôle des conteneurs, des marchandises qui ne sont pas aux normes sanitaires, l'accueil du public dans les services des finances publiques, l'accentuation des applications informatiques et leur nécessaire suivi par les agents de la DNSCE, les enquêtes sur le terrain des agents de l'INSEE, etc.... tous les jours les agents des finances sont exposés à des risques dans le cadre de leur mission. **C'est dans un état d'esprit combatif que les représentants CGT siégeant dans les CHS-CT feront de la « santé au travail » un axe revendicatif fort.**

C'est pour cela, que les agents seront présents au rassemblement de ce jour à la pause méridienne. Ils tiennent à rappeler aux directions leurs obligations de résultat en matière de préservation de la santé, tant physique que mentale et sociale.